

## Nicolas Lawson et son PRR indésirables à la Coalition des « 14 »



# Le Magnan

## Libéré

Hebdomadaire Togolais Satirique  
d'Informations et d'Analyses

N°483 du Mercredi 09 mai 2018 - 12<sup>ème</sup> année - Prix: 250 FCFA

POUR DONNER UNE CHANCE AUX DISCUSSIONS ENGAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

# Le SYNPHOT suspend provisoirement ses mots d'ordre de grève

P.3

## Un accord de principe a été trouvé...



*Le Syndicat National des Praticiens Hospitaliers du Togo (SNPHOT) a décidé lundi dernier de suspendre provisoirement ses mots d'ordre de grève. L'organisation syndicale, qui a multiplié des mouvements de grève ces derniers mois, veut ainsi donner une chance aux discussions entamées avec le gouvernement le 05 avril dernier et surtout soulager les peines de la population.*

### DISPUTE AUTOUR D'UN LOGICIEL



**Les déclarants en douane non agréés partent en guerre contre un nouveau système de traçabilité des véhicules d'occasion en transit**

P.6

### INDEMNISATION DES VICTIMES NON VULNÉRABLES DE 2005 :

P.3

**666 victimes sont prises en compte pour quatre préfectures dans les plateaux**

**Des usurpateurs vite détectés obligent Awa Nana à prendre des mesures**

### DESERTIFICATION-FAUNE

P.7

**Production du charbon de bois, source d'une désertification avancée et de destruction du parc de la Kéran**



**Merd Alors**

**L'inutile défiance !**

Depuis quelques semaines, le G14 éprouve de sérieuses difficultés à mobiliser ses militants pour les marches. Le gouvernement ayant décidé d'étouffer tout rassemblement dès la base. En effet, cela fait la troisième fois que l'opposition tente de reprendre les marches mais comme la raison du plus fort est la meilleure, on assiste à un certain essoufflement des mobilisations. La pomme de discorde, les itinéraires. Le G14 qui avait prévu manifester dans la semaine des préparatifs de la fête de l'indépendance s'est vu opposé un changement d'itinéraires. Ils avaient prévue faire comme des points de rassemblement et de départ des marches, l'Eglise Catholique d'Adidogomé, Pharmacie la Nation à Totsi et le rond point de Bè. Mais le ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales qui reçoit souvent des plaintes liées au ralentissement des activités économiques a dû prendre ses responsabilités pour proposer d'autres itinéraires ou carrément demander aux marcheurs de délocaliser leurs marches vers Bè. Cela n'a pas été du goût du G14 qui dit maintenir ses manifestations sur les anciens itinéraires. Un bras de fer s'est alors engagé. Il faut mettre dans la balance, le rapport des forces. Pour ne pas être surpris par ces genres de manifs comme ce fut le cas le 19 Août 2017 où le gouvernement n'a pas des mesures de précautions parce que minimisant le nouveau venu dans la politique, le pouvoir décide de prendre le taureau par les cornes. Déjà très tôt le matin les forces de l'ordre prennent d'assaut les différents points de rassemblement pour empêcher toute velléité d'attroupement. Pour une première fois il y a eu des échauffourées entre les forces de l'ordre et ceux qui tentaient de se rassembler aux points de départ des marches. Mais la suite, aucun rassemblement n'a plus eu lieu à l'appel du G14. C'est dans cette ambiance que ce regroupement s'entête encore pour relancer les marches courant cette semaine. La même réponse du gouvernement, pas de marche sur les anciens itinéraires. Mais le G14 dans sa logique de défiance de l'autorité dit qu'elle maintient les anciens itinéraires. Nous on va croiser nos doigts et voir qui prendra le dessus sur l'autre. Dans tous les cas on ne défie pas l'autorité. Même les responsables du G14 ne sont pas épargnés dans ce genre de situation. Leur tentative de se retrouver au siège d'un parti politique est toujours empêché Alors faut-il toujours continuer dans ce bras de fer ou bien aller s'asseoir pour discuter ?

**Le Magnan**

**JOURNÉE MONDIALE DE LA PRESSE :**

**«Médias, Justice et état de droit : les contrepoids du pouvoir» au centre des débats**

*La presse togolaise a célébré jeudi 03 mai, l'édition 2018 de la Journée mondiale de la liberté de la presse placée sous le thème : "Médias, justice et Etat de droit : Les contrepoids du pouvoir".*

C'était au cours d'une cérémonie solennelle organisée à Lomé par l'Union des journalistes indépendants du Togo (UJIT) en collaboration avec l'Observatoire Togolais des Médias (OTM) à Agora Senghor. Les membres de l'UJIT ont profité de cette occasion pour rappeler aux professionnels des médias, leurs responsabilités dans l'édification d'une société juste et démocratique. Cette journée, a rappelé l'UJIT offre l'occasion aux hommes et femmes de média de faire le bilan de leurs apports à la société et de se remettre en cause au besoin pour améliorer leurs prestations.

L'organisation a fustigé les conditions difficiles dans lesquelles les médias togolais travaillent et exhorté les pouvoirs publics à soutenir ces

entreprises de presse afin de les renforcer dans leur rôle.

L'OTM de son côté, est revenu dans un rapport sur la situation de la presse au Togo depuis le mois de mai 2017 et estimé que cette presse a abattu un travail de qualité malgré quelques ratés.

L'observatoire après avoir dressé l'état des lieux de la presse au Togo, a fait des recommandations à l'endroit de tous les acteurs du pays dans le but de rehausser la qualité du travail des médias.

A l'État, il a demandé de donner plus de moyens techniques aux médias sous son contrôle et revoir l'environnement de travail des journalistes de ce secteur, appliquer les recommandations des états généraux de la presse en professionnalisant davantage le secteur, accorder



une aide spéciale substantielle à la presse en période électorale, protéger les journalistes sur les lieux des manifestations publiques.

Il a également exhorté les professionnels des médias à respecter les dispositions du Code de déontologie des journalistes et celles du Code de la Presse et de la Communication en vigueur, privilégier les règles de confraternité et de responsabilité avant tout propos, publication ou diffusion.

La Fondation Friedrich Ebert, un partenaire de l'UJIT ainsi que le ministère de la Communication et la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC) étaient représentés à cette cérémonie. A rappelé qu'en prélude à la cérémonie officielle, une conférence débat a été animée par Me Sylvain Attoh Mensha, avocat à la Cour, sur le thème : «Médias, Justice, Etat de droit : les contrepoids du pouvoir».

**Le Magnan**

**PLAN DE DÉVELOPPEMENT**

**Le PND 2018-2022 va coûter plus de 6000 milliards Fcfa et viser un taux de croissance moyenne de 7,3%**

*Au Togo, on en sait un peu plus sur le Plan National de développement (PND 2018-2022). Prévu pour démarrer entre fin juin et début juillet prochain, le PND devrait nécessiter la mobilisation de 6456,7 milliards de FCFA, avec une forte teneur de ressources propres, apprend-on de l'Union. 4043,5 milliards de FCFA, soit plus de 62,6% des investissements globaux, proviendront de ressources domestiques. Une augmentation accrue et continue dans le recouvrement des recettes fiscales, part essentielle des revenus budgétaires, sera plus que nécessaire quand on sait qu'elles n'ont jamais pu atteindre les 800 milliards.*

**Des ambitions en ligne avec les ODD**

Ainsi, pour atteindre un tel niveau de recouvrement, le gouvernement togolais table sur une mise en œuvre vigoureuse d'une batterie de réformes, le développement des infrastructures de base, avec une forte contribution attendue du secteur privé dans la création de la richesse et de l'emploi. En tant que régulateur de l'économie, l'Etat va renforcer sa fonction.

Avec ces mesures, le dénouement pacifique et rapide du dialogue en vue d'une sortie définitive de la crise qui frappe le Togo depuis août 2017, devrait donner un nouveau souffle à l'économie. Selon l'hypothèse de référence, le taux croissance

moyen se situera autour de 5% sur la période.

Selon le scénario pessimiste, où l'économie serait perturbée par des événements comme le contexte actuel ou une crise mondiale, l'activité économique devrait afficher une croissance moyenne de 4,6%. Enfin, dans une prévision plus optimiste en ligne avec les ODD, l'économie togolaise devrait progresser de 7,3% en moyenne sur le quinquennat.

**La Cellule climat des affaires, le PNIASAN, le fonds Tirsal : les fers de lance du PND**

La dynamique de cette croissance sera portée par l'ensemble de trois secteurs de l'économie. Une progression avoisinant les 9,6% est attendue



dans le secteur primaire. 7,2% dans le secondaire et 8% dans le tertiaire.

Le PNIASAN (Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle) avec l'appui du fonds Tirsal récemment lancé pour fournir des financements et des garanties aux producteurs, sera l'un des fers de lance de ce nouveau plan.

Aussi, la création de la cellule climat des affaires en fin janvier dernier, afin pour coordonner les efforts dans la mise en œuvre des réformes relatives à l'amélioration de l'environnement des affaires au

Togo, portera-t-elle la dynamique de l'investissement privé.

Pour rappel Le PND (2018-2022) succède à la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE 2013-2017) qui a permis au Togo de financer de grands chantiers. Il s'articule autour de trois axes fondamentaux : la mise en place d'un hub logistique d'excellence pour le commerce international, la création d'emplois à travers le développement des pôles de transformation agricole, de manufacture et d'industries extractives, ainsi que la consolidation du développement social et le renforcement des mécanismes d'inclusion.



POUR DONNER UNE CHANCE AUX DISCUSSIONS ENGAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

# Le SYNPHOT suspend provisoirement ses mots d'ordre de grève

## Un accord de principe a été trouvé...

**Le Syndicat National des Praticiens Hospitaliers du Togo (SNPHOT) a décidé lundi dernier de suspendre provisoirement ses mots d'ordre de grève. L'organisation syndicale, qui a multiplié des mouvements de grève ces derniers mois, veut ainsi donner une chance aux discussions entamées avec le gouvernement le 05 avril dernier et surtout soulager les peines de la population.**

Réunis en assemblée générale ce lundi à Lomé, les membres du SYNPHOT ont décidé de suspendre ces mouvements de grève. Les agents de santé estiment qu'un accord de principe a été déjà trouvé avec le gouvernement sur deux points essentiels.

Ces points, soulignent Gilbert Tsolenyanu, Porte-parole du SNPHOT sont relatifs aux neuf (9) agents du CMS Bè-Kpota licenciés arbitrairement et la bonification des agents contractuels.

Il annonce que dans les jours à venir les agents licenciés vont entrer dans leur droit en étant réintégrés. Dans le même temps les nouveaux travailleurs recrutés bénéficieront des deux tiers de leur ancienneté.

«Un consensus a été trouvé. Le gouvernement est d'accord sur le

*principe de bonification pour les agents contractuels ayant travaillé dans les structures publiques. De la même manière, les neuf (9) agents de Bè-Kpota seront réintégrés. Dans les jours à venir ils vont introduire une demande de réintroduction dans leur structure où ils travaillent. Ces deux premiers points sur les dix ont pu trouver un accord de principe des deux côtés», a indiqué Dr Tsolenyanu.*

Pour le porte-parole du Synphot, il y a lieu d'opter tranquillement pour une situation plus calme, plus apaisée, le temps de permettre à ce que les discussions se poursuivent dans le groupe de travail avec l'espoir de trouver des satisfactions aux autres revendications.

Il précise aussi que la décision du SYNPHOT de suspendre la grève se justifie par la volonté des agents de

santé à porter assistance à la population qui paie les pots cassés depuis le déclenchement de la grogne sociale.

Par ailleurs, mis à part les agents de santé, la Synergie des Travailleurs du Togo (STT) pourra également entamer des discussions avec les autorités à partir de la fin de cette semaine. La centrale syndicale entend maximiser les efforts pour trouver une issue favorable à ses revendications lors des discussions avec le gouvernement.

Le satisfécit de Gilbert Bawara

Le ministre de la fonction publique, Gilbert Bawara a salué sur son compte Twitter la décision du Synphot (Syndicat national des praticiens hospitaliers du Togo) d'observer une pause dans les mouvements de grève afin de donner la chance aux discussions au sein du groupe de travail. La Synergie des travailleurs du Togo (STT) a également décidé d'une trêve cette semaine, dans la perspective de l'ouverture des larges discussions entre le gouvernement et les

centrales le 11 mai prochain. Et pour le ministre c'est une bonne chose.

'Les récentes initiatives de la STT et du SYNPHOT vont dans le bon sens. Elles contribuent au nécessaire climat de sérénité indispensable pour une issue heureuse. Nous allons bâtir un véritable partenariat social pour le progrès et de meilleures conditions de travail et de vie', écrit M. Gilbert Bawara sur son compte twitter.

Lundi en assemblée générale, le Synphot a signifié des avancés dans les discussions entamées le 5 avril dernier au sein du groupe de travail.

«Vendredi, j'ai participé aux échanges enrichissants et pleins d'espoir au sein du groupe de travail sur le secteur de la santé. Un bel exemple de débats citoyens et responsables pour améliorer le système de santé», souligne de son côté M. Bawara.

Pour le ministre, ces différents cadres de discussions visent à trouver comme dans l'éducation il y a quelques jours des solutions aux différentes revendications des organisations syndicales.



« Dans le sillage de l'accord sur le système éducatif avec les organisations syndicales d'enseignants, des discussions et concertations soutenues sont lancées dans le secteur de la santé et sur les plateformes de revendications des Centrales syndicales », martèle le ministre.

Vivement que ce climat de sérénité puisse continuer par régner et permettre une sortie rapide de cette crise sociale dans le pays qui, a trop duré

A.I.

## INDEMNISATION DES VICTIMES NON VULNÉRABLES DE 2005 :

### 666 victimes sont prises en compte pour quatre préfectures dans les plateaux

#### Des usurpateurs vite détectés obligent Awa Nana à prendre des mesures

**Les victimes non vulnérables des préfectures d'Amou, Akébou, Wawa et Ogou dans la région des plateaux seront indemnisées, opération démarré ce lundi à Atakpamé 165 km de Lomé dans le cadre du programme de réparation exécuté par le Haut-commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN).**

Cette première phase de réparation qui prendra en compte les victimes des quatre préfectures précitées, s'inscrit dans le cadre de la continuité des travaux de la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR) pour l'apaisement et la consolidation des cœurs meurtris et compenser la perte subie lors des violences socio-politique au Togo.

Pour la première phase d'indemnisation des victimes non-vulnérables de la région des plateaux, 666 victimes seront servies sur les 1000 enregistrées dans les préfectures d'Amou, Akébou, Wawa et Ogou sous les regards des huissiers de justices, des psychologues et les membres du comité de paix.

Dieu de paix, de bonté et de miséricorde. Toi qui appelles tes fils ceux et celles qui font la paix, nous nous tournons vers toi, ce matin pour te confier la mission du HCRRUN ici à Atakpamé. C'est sur ce message d'exhortation que Mgr, Nicodem Barrigah évêque d'Atakpamé a remis les travaux dans la main du Seigneur.

Tout à tour, les responsables du HCRRUN expliquent aux victimes les raisons qui ont amené la commission à sortir une première liste, le montant mis à la disposition de HCRRUN pour cette première phase, comment rentrer en possession des fonds.

Selon Awa Nana-Daboya présidente du HCRRUN, cette mission de HCRRUN est une réelle occasion

d'apaisement, un moment de renforcement de notre marche pour la construction de l'unité nationale. Nous devons pardonner ceux qui nous ont fait des torts, dit-elle.

Cette première indemnisation est symbolique, elle prend en compte une première liste. Une deuxième liste viendra. Toutes les victimes qui n'ont pas leurs noms, nous sommes disposés à les écouter. Ils rentreront dans leurs droits une fois que leurs noms se retrouvent dans la base de données de la CVJR.

Dans certaines localités du pays, cette opération d'indemnisation souffre un peu de difficultés. Il y a des cas où des gens portant les mêmes noms et prénoms se présentent pour être indemnisés. Certaines personnes, animées de mauvaise foi, se font également passer pour d'autres.

«Autant nous avons voulu satisfaire un grand nombre de victimes, nous avons fait admettre à la banque UTB, notre partenaire, qu'on serve les victimes avec les cartes d'électeur. Et là, il y a eu des ignominies, notamment dans la région de Kpalimé, Kloto et Danyi. Des petits malins qui n'étaient pas victimes du tout ont profité de l'occasion pour se présenter. Mais très vite, on les a détectés. On leur a restitué ce qu'ils ont indûment perçus», a renseigné la présidente du HCRRUN.

Et pour éviter ces actes malveillants, «désormais, nous exigeons les permis de conduire, le passeport ou la carte

nationale d'identité », a-t-elle précisé.

«Nous mettons en garde les personnes qui n'ont pas leurs noms sur la liste des victimes. Ceux qui ont les mêmes noms que les victimes à indemniser ne doivent pas se présenter car des mesures sont mises sur pied pour les retrouver et les traduire devant la loi, a expliqué la présidente du HCRRUN.

Le préfet de l'Ogou, Edoh Akakpo a salué l'initiative du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé qui vient répondre aux besoins des populations et apaiser les cœurs meurtris des événements qui se sont passés dans notre pays. Il a exhorté les uns et les autres à oublier le passé et à s'engager dans une vraie réconciliation.

Pour la présidente de HCRRUN, cette opération consiste à prendre en compte les cas les moins urgents. Elle a insisté sur la disposition des cartes d'identités nationales des concernés afin de faciliter la réception des indemnisations. Elle a ajouté que la vraie réparation provient du cœur et que celle-ci est un geste symbolique permettant aux victimes d'essayer les pleurs.

En qualité de personne ressource au HCRRUN, Me Kokou Koffigoh a rappelé qu'Atakpamé fut l'un des épîcentres du séisme politique qui a secoué le Togo en 2005.

M. Bimôké

## OUVERTURE DU G14 ? Nicolas Lawson et son PRR indésirables à la Coalition des « 14 »

**Nicolas Lawson, alias Fo Nico a depuis quelques jours entrepris de s'attaquer au pouvoir de Faure et de son gouvernement. Une stratégie pour lui de quémander une place au sein de la C14. Mais ce n'est pas tout le monde qui souhaite voir Nicolas Lawson et son parti du renouveau et de la rédemption (PRR) à la coalition des 14 partis politiques de l'opposition, le protagoniste du pouvoir de Faure Gnassingbé, dans la crise politique qui secoue le Togo depuis août 2017. Certains responsables de partis membres de ce regroupement se méfieraient de l'homme. Comme quoi, chat échaudé craint l'eau froide.**

Parmi ces personnes, se trouvent Francis Pedro Amuzun, membre du bureau politique de l'Alliance nationale pour le changement (ANC), parti présidé par Jean-Pierre Fabre, le chef de file de l'opposition. Pédro n'est pas seul étant donné que dans sa grande majorité, l'on dit connaître les intentions de « Fo Nico » qui est capable de tout. Certains sont entre de se dire s'il ne serait pas envoyé pour « saboter » le G14. Le cas de Abass Kaboua est édifiant. Certains prétendent que si Nicolas Lawson a envie de marcher qu'il vienne le faire, mais l'admettre dans la coalition, c'est comme creuser la tombe de ce regroupement de partis politiques.

« Tout Togolais qui veut travailler pour son pays et qui pense que la coalition est dans le droit chemin et qui fait siennes les revendications de la coalition, sera le bienvenu », a déclaré hier mardi sur la radio Nana FM dans un premier temps l'ancien journaliste et vice-président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) en 2015.

Il n'hésitera pas à ajouter que, si le président du PRR doit faire son entrée à la coalition des 14 pour « faire ce qu'il a l'habitude de faire », c'est-à-dire avancer d'un pas et reculer d'un autre en arrière, personnellement, il ne souhaite pas le voir à la coalition.

Faut-il encore le rappeler ? Nicolas Lawson est un acteur politique qui a la langue bien pendue et qui n'hésite pas à critiquer vertement aussi bien le

pouvoir de Faure Gnassingbé auquel il reproche la mauvaise gouvernance, que ses amis de l'opposition dont il ne se réclame pas, notamment le chef de file de l'opposition.

Selon certaines informations, la coordinatrice de la coalition des 14, Brigitte Adjamagbo Johnson a coalition a estimé que le regroupement est ouvert à tous ceux qui émettront le désir d'y entrer, à condition qu'ils partagent ses idéaux. Veut-elle dire la même chose que Francis Pedro Amuzun ?

L'ouverture de la coalition des 14 partis politiques de la coalition est souhaitée par le président du PRR qui, dans un courrier adressé aux responsables il y a quelques jours, a fait observer que des associations de la diaspora et des organisations politiques et sociales demandent à se joindre à ce regroupement politique, aux fins de précipiter les choses au sommet de l'Etat.

Il faut rappeler qu'au départ après l'appel de Tikpi Atchadam à son grand frère, Jean Pierre Fabre avait voulu limiter la lutte aux seuls membres de CAP 2015. C'est difficilement que le Groupe des six et certains partis avaient associés pour donner le nom de G14. L'on sait aujourd'hui, le rôle de girouette que joue Nicolas Lawson dans le landernau politique togolais et c'est pour cela que les gens se méfient de lui.

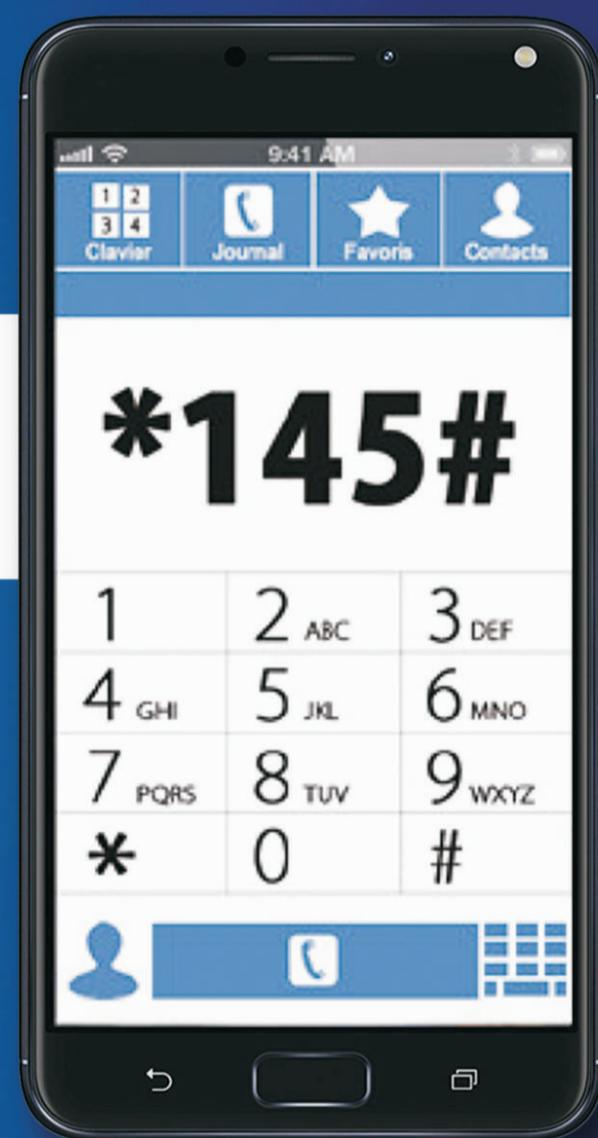
T. Bôdjôguéti



Conducteurs de Taxi et de Taxi - moto,  
**PAYEZ** facilement l'IRTR  
à partir de votre mobile



**\*145\*6\*5\*2#**



**Saisissez le numéro d'immatriculation de l'engin**

*(Exemple : TG \*\*\*\* BG)*

**Vous recevez la notification d'imposition  
précisant le montant à payer**

*Confirmez le paiement*

**Saisissez votre code secret de compte TMoney  
pour valider la transaction**

*Vous recevez enfin un message de validation ou de l'invalidation de  
l'opération.*

**FEDERER POUR BATIR**  
[www.otr.tg](http://www.otr.tg)



# ON DIT QUOI

## La rubrique de ceux qui devraient tourner sept fois leur langue avant de parler

«À quoi servirait des manifestations si elles ne gênent un temps soit peu le déroulement normal de la vie économique et sociale», Vous voyez le cynisme dont fait montre celle qu'on désigne comme coordinatrice de la Coalition des 14 partis politiques ? C'est vraiment dommage qu'une responsable de cette trempe, une mère de famille puisse reconnaître qu'elle organise des manifestations pour mener la vie dure aux opérateurs économiques et sociales. Mme Johnson Kafui Adjamagbo, sait très bien que l'économie togolaise n'est fait que des opérateurs économiques qui sont dans la formel. Il y a ceux qui opèrent dans l'informel. Les petits commerçants qui vivent au jour le jour. Ceux qui, s'ils ne vendent rien dans la journée ne pourront pas nourrir leur famille. S'il faut faire des manifestations pour gêner le



déroulement de ces « informels » qui sont même majoritaires et dont l'OTR attend à un tournant, c'est démontrer son inexpérience politique. Parce qu'après tout c'est à ceux-là qu'on a empêché de faire leurs petites activités pour survivre qu'ils reviendront demander des sulfurages. Les marches ne

disent rien à ceux d'en haut parce qu'ils ont leur argent. Ils se soignent mieux. Ils mangent bien pendant que les gens qu'on dise se battre pour vivent dans la précarité totale. L'exemple des 9 mois de la grève illimitée déclenchée en 1992 est là palpable. Ce ne sont pas les gens du pouvoir qui ont souffert. Mais plutôt le bas peuple qui arrive difficilement à joindre les deux bouts et à trouver au moins un repas par jour. C'est pour cela qu'il ne faut pas sortir certains propos de sa bouche tout simplement parce qu'on veut parler. Sincèrement, ces propos de dame Adjamagbo n'ont été responsables. Ce n'est pas parce que vous, vous avez des moyens et que vous arrivez à subvenir facilement à vos besoins que vous allez compliquer la vie aux pauvres populations qui se démerdent pour survivre.

### PARTENARIAT

## L'université de Lomé et le CONAPP signent un accord de formation des thématiques



Le président de l'Université de Lomé (UL), le professeur Dodzi Komlan Kokoroko est l'une des personnalités togolaises qui a des conflits avec ses compatriotes journalistes. Ceci, surtout quand il s'agit de la gestion des revendications estudiantines qui sont légion sur le campus de l'UL. Des journalistes n'apprécient pas quand, celui dans la nomination de laquelle les étudiants entrevoyaient un renouveau pour la vie estudiantine, fait appel aux forces de l'ordre qui prennent d'assaut le campus et font usage de gaz lacrymogènes et de matraques pour disperser les manifestations. A chaque fois qu'il a l'occasion,

l'universitaire ne manque pas de dire ce qu'il pense de la presse togolaise. La dernière fois, c'était le 28 avril à Lomé, lors d'une activité du comité qui prépare le forum présidentiel de la jeunesse, comité qu'il préside. Il avait taxé les hommes et femmes de médias de faire un 'journalisme primaire et sans enjeu'. Aujourd'hui, il compte transformer ses « ennemis d'hier » en « ambassadeurs des universités publiques du Togo ». C'est à la faveur d'un partenariat signé entre l'institution universitaire et le Conseil national des patrons de presse (CONAPP). Selon le président de l'UL, ce partenariat permettra aux journalistes de prendre le 'train de l'objectivité et de la compétence' au détriment des 'attaques ridicules et inutiles'. «Je suis un homme d'avenir, un homme qui sait encaisser et qui s'est assagi, raison pour laquelle j'ai souhaité que nous puissions avancer de concert. Nous allons insister sur la nécessaire



professionnalisation de la fonction de journaliste ou du professionnel de la presse. Nous devons progresser sur des connaissances partagées, loin de considérer les journalistes comme intellectuellement inférieurs à nous autres», a-t-il déclaré lors de la signature du partenariat. Concrètement, à travers des sessions de formations, les journalistes et les universitaires vont échanger sur les libertés et franchises universitaires mais aussi sur le droit pénal, notamment les élémentaires de la garde à vue et de la mise en examen. Pour le professeur Kokoroko, en la matière, des 'banalités' sont parfois diffusées

## Courtes contre la montre

### Nana Akufo ADDO reprend !

Des informations concordantes font état d'une possible rencontre cette semaine entre le médiateur de la crise togolaise, le président ghanéen Nana Akufo ADDO et une commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en vue de définir les démarches à suivre pour la suite du dialogue inter togolais suspendu depuis mars à Lomé. En avril dernier, le Sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO à Lomé s'est prononcé sur la crise togolaise dans son communiqué final. Le communiqué a désigné et a invité les facilitateurs, leurs Excellences Nana Akufo Addo et le Professeur Alpha Condé à intensifier leurs efforts pour aider le gouvernement et les acteurs politiques togolais dans la réalisation des réformes constitutionnelles dans le respect des délais légaux, des normes et principes de la démocratie et l'Etat de droit. Le rapport de cette démarche pour une solution de sortie de crise devait être présenté au prochain sommet de la CEDEAO à Lomé en Juin prochain, qui consacra la fin du mandat du président togolais Faure Gnassingbé comme président en exercice de la CEDEAO. En outre, la CEDEAO avait invité les acteurs politiques et la société à s'abstenir de tout acte de violence dans le pays. Malheureusement, cette exhortation semble ne pas toujours trouver résonance auprès de la coalition des 14 partis politiques qui décide de manifester cette semaine dans les rues les mercredi 09 et samedi 12 mai 2018, sur toute l'étendue du territoire national et finir par un meeting d'information à Lomé, le dimanche 13 mai 2018. « Le gouvernement a pris acte, mais tient au respect des itinéraires qu'il a tracés. Cette décision est motivée par la volonté de préserver la tranquillité des populations qui, ces derniers mois, ont subi divers désagréments allant de la destruction de biens aux agressions physiques », ont indiqué les Ministres de l'Administration territoriale et de la Sécurité. En outre, le gouvernement déplore dans sa réponse à la coalition « la persistance de cette volonté de la coalition de violer les mesures prises par le facilitateur, en prévoyant de manifester à nouveau, pour les questions qui sont en cours de discussion au sein du dialogue inter-togolais ».

### Marches et itinéraires

Le bras de fer se poursuit entre le pouvoir et le G14 dans l'organisation des manifestations. Depuis quelques temps l'opposition n'arrive plus à mobiliser ses militants comme auparavant. La raison, c'est qu'elle ne veut pas respecter l'itinéraire proposé par le gouvernement. Tant que le G14 va rester sur sa position de défiance, rien ne pourra plus lui réussir. Si à l'intérieur du pays, certaines villes arrivent à se rassembler ce n'est plus le cas dans la capitale. Le gouvernement n'interdit pas les marches mais donne ses injonctions. Pour les localités de l'intérieur du pays, les représentants de l'opposition sont priés de se mettre en rapport avec les préfets pour déterminer les nouveaux itinéraires pour les marches projetées. Le Gouvernement a par ailleurs rappelé l'interdiction des manifestations dans les villes de Sokodé, Bafilo et Mango de même que sur routes nationales. L'opposition va-t-elle se plier aux recommandations du Gouvernement ou tenter encore une fois de maintenir ses itinéraires initiaux en estimant qu'« à quoi servirait des manifestations si elles ne gênent un temps soit peu le déroulement normal de la vie économique et sociale », comme l'indiquait il y a quelques jours la coordinatrice de la coalition Mme Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson. Le bras de fer entre le pouvoir et l'opposition au sujet des itinéraires s'était soldé lors des dernières tentatives de manifestations par des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre notamment dans les rues de Lomé. Va-t-on assister cette semaine au même scénario ? La question reste posée. Mais quels que soient les cas, les uns et les autres doivent penser à la population pour laquelle ils disent se battre pour.

### L'accord déjà violé

Eh oui ! Le constat est désormais fait que le G14 a finalement décidé de rompre l'accord de ne pas manifester qui a été signé entre lui et le pouvoir devant le facilitateur Nana Akufo-Adoo. La reprise des manifestations dont on avait demandé la suspension en est la preuve. L'opposition accuse le pouvoir de continuer à préparer le processus électoral alors qu'il a pris l'engagement de le suspendre. Aujourd'hui que le G14 a décidé de marcher, le pouvoir aussi va devoir continuer la préparation des scrutins en vue. Le chef de l'Etat a été clair, le calendrier républicain doit être respecté. Parce que depuis les dernières législatives de 2013, tout le monde savait bien que dans 5 ans l'Assemblée nationale doit être renouvelée. Et c'est en cette année 2018 que cela devrait être fait. Il y a également les locales qui n'ont jamais été organisées depuis plus de 30 ans qui étaient programmées pour se tenir en cette année. Même si l'on ne parle de référendum, c'est que ces deux élections devraient se tenir. Et un groupuscule de personne ne peut pas empêché que ce calendrier soit respecté. Comme on le dit souvent, quelle que soit la physionomie du mouton la fête aura belle et bien lieu. Les Togolais sont habitués à ces attitudes de l'opposition pour enfin accepter d'aller aux élections. On est en train de retracer le film de 2013. A la veille des législatives de 2013, les gens lorgnaient seulement le fauteuil présidentiel dont le scrutin est attendu pour 2015. Aujourd'hui nous sommes à deux ans de la présidentielle et les législatives devraient se tenir en cette année 2018 mais on est là à parler du fauteuil présidentiel. Hmmm !

## Le Magnan Libéré

Récépissé N° 0302 / 17 / 11 / 06 / HAAC

### Directeur de Publication

Abass ISSAKA  
90 16 49 87 / 90 85 85 22

Mise en page :  
Magnan

### Responsable commercial

Bertine ADJAHO  
90 36 97 10

Imprimerie :  
Rad Graphic Sarl U.

Tirage :  
2000 exemplaires

Casier N° 35MJ BP: 81213 Lomé / Mail: iabasse@yahoo.fr



DISPUTE AUTOUR D'UN LOGICIEL

# Les déclarants en douane non agréés partent en guerre contre un nouveau système de traçabilité des véhicules d'occasion en transit

L'activité a été perturbée lundi dernier au port autonome de Lomé à la suite d'un conflit avec les déclarants en douane non agréés. Au cœur de la dispute, la mise en place de « Meris » un système de traçabilité des véhicules d'occasion en transit.

Un suivi informatique développé par l'Union des professionnels en douane agréés (UPRAD). C'est en fait une autre réforme pour suivre les sorties de véhicules du Port Autonome de Lomé. Une nouveauté qui n'est pas du goût des transitaires non agréés.

« Nous dénonçons ce nouveau système imposé par l'UPRAD avec des frais supplémentaires de 10.000 Fcfa, a expliqué Tona Sodji, l'un des responsables des transitaires non-agrégés.

Des véhicules entrent officiellement en transit au Togo (par voie terrestre ou via le port), mais ne ressortent jamais du pays. Ils sont vendus discrètement sur place. Illégal évidemment puisque les taxes d'importation passent à l'as.

D'où la décision des douanes et de l'UPRAD de se doter d'une parade

pour lutter contre le trafic.

Aucun véhicule n'est sorti du Port autonome de Lomé (PAL) lundi dernier, disent les commissionnaires en douane, communément appelés transitaires ambulants. Et pour cause. Ils ont observé un mot d'ordre de grève pour protester contre la mise en œuvre du projet MERIS.

Selon eux, la mise en œuvre de ce système de tracking des véhicules usagers en transit initié et lancé par l'Union professionnels des agréés en douane (UPRAD) doit générer des frais supplémentaires au client, ce qui n'est pas acceptable.

A la fin de leur assemblée générale de ce lundi, le Collectif des transitaires non agréés a décidé de reprendre le travail hier mardi. Mais, lorsque dans leurs prestations ils constatent un changement sous



forme de mise en œuvre du projet MERIS, ils observeront un sit-in spontané de protestation.

« La mise en œuvre de ce projet demande que les transitaires déboursent une somme de 10.000 francs supplémentaires par véhicule. Nous protestons contre cela dans la mesure où ce système de tracking est déjà pris en charge par la douane au travers d'une escorte physique. Nous ne comprenons pas pourquoi l'UPRAD instaure un nouveau système », a déclaré Mathias Adépoé, porte-

parole des transitaires non agréés au PAL.

Les transitaires non agréés sont soutenus dans leur démarche par l'association du Sahel au sein duquel on retrouve le groupe des acheteurs et importateurs de véhicules du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

Pour Alassane Guira, le porte-parole de ces opérateurs économiques étrangers, ce que les transitaires non agréés sont en train de réclamer, favorise les clients

qu'ils sont. « Si on nous dit aujourd'hui que 10.000 francs CFA doivent quitter Cinkassé pour revenir et que hier, on nous parlait d'un escorte physique mais aujourd'hui, l'escorte est électronique, à quoi bon de payer encore ?

Pour lui, ce projet paraît encore flou dans la mesure où tous les agréés en douane ne sont pas de l'UPRAD. « La question est alors de savoir si un véhicule n'est pas reversé, c'est l'UPRAD qu'on attaque ou l'agréé individuellement. C'est ce dernier qu'on attaque individuellement mais je ne comprendrai pas pourquoi à chaque fois, on fait cas de l'UPRAD », a-t-il expliqué.

Cette somme de plus pénalise le client, a-t-il dénoncé. « Cela y va de notre économie et nous ne pouvons pas l'admettre », insiste-t-il.

Comme on le voit un autre bras de fer est en train de couvrir au niveau du Port Autonome de Lomé entre les transitaires non-agrégés et l'UPRAD.

Tassou Bagoudou

CRISE TOGOLAISE:

## La facilitation ghanéenne déçue



La facilitation ghanéenne dans la crise sociopolitique qui secoue le Togo de plus fort depuis Août 2017, se montre finalement désabusée, si non, déçue par les différentes parties. La tournure des derniers événements semblent laisser pantois les diplomates.

Dans les couloirs de la facilitation, la rédaction d'Africa rendez-vous, a pu obtenir des propos qui laissent un peu perplexes, des émissaires ghanéens sur la suite heureuse de la crise togolaise. Mais, ils veulent encore y croire, croire encore en la bonne volonté des différentes parties de voir leur pays sorti grand de cette crise qui selon eux, n'a que trop duré.

Le dialogue politique au Togo s'est planté et toutes les parties en conflit reprend son agenda.

Notre source se dit non seulement déçue par la reprise annoncée des marches du côté des 14 partis de l'opposition togolaise et de l'autre côté, la militarisation des points de départ des manifestations de l'opposition, le passage à "tabac secret" dans certaines villes du pays, la poursuite des préparatifs pour l'organisation des joutes

électorales.

« Si cela ne tenait qu'à nous seuls, on n'aurait déjà trouvé depuis fort longtemps une suite qui permette au pays d'avoir un dénouement heureux. Mais fort est de constater un manque de volonté profond », confie notre interlocuteur.

Avec une touche de diplomatie, il est annoncé des discussions bilatérales entre les deux parties pour calmer les ardeurs, faire baisser la tension et trouver rapidement une issue politique à la crise. A Accra, l'administration Akufo-Addo est fort critiquée. Si certains y voient un travail laborieux, d'autres par contre l'assimilent à un travail de Sisyphe dû au manque de tact des hommes du président Ghanéen.

A Lomé, la C14 annonce la poursuite des manifestations de rue martelant sur ses revendications de retour à la Constitution de 1992 avec toutes ses conséquences, le vote de la diaspora et la relaxation de tous les détenus politiques.

Le pouvoir central qui lui, propose d'autres itinéraires, dit poursuivre les préparatifs pour l'organisation des élections telles prévues par le calendrier républicain en 2018.

Source : africarendez-vous

APRÈS LE MATCH AS TOGO PORT ET HOROYA

## Ce joueur guinéen a failli mourir à Lomé dimanche dernier

### Voici ce qui lui est arrivé



Bassirou Ouédraogo a eu la vie sauve grâce à son coéquipier, Mohamed Djibo. Le pire était évité juste, sinon. Que s'est-il passé réellement? D'après Soufiane Souaré, président du club, Bassirou a été dans une polyclinique de Lomé. Qu'est ce qui s'est passé au point que, le joueur a subi une opération? En effet, dimanche dernier à Lomé, le Club l'AS Togo Port a joué contre Horoya AC à Lomé.

Le joueur est tombé sur la nuque en pleine séance de décrassage à la plage de Lomé au lendemain de la victoire de Hooya AC (2-1). Match comptant pour la première journée de la phase de poule de la Ligue des Champions de la

Confédération africaine de football (Caf).

Au moment où le joueur était tombé sur la nuque, personne ne s'est rendu compte de la gravité.

"Personne ne s'est rendu compte de la gravité. Les joueurs ont continué à courir sous l'ordre de l'entraîneur. Mais son coéquipier, Mohamed Djibo, a constaté qu'il ne se relevait pas et que l'équipe l'avait laissé derrière. Il s'est directement retourné pour voir ce qui se passait. À ce moment-là, les vagues avaient commencé à éloigner Bassirou. Quand il l'a récupéré, il a constaté que son coéquipier était inconscient et qu'il avait bu beaucoup d'eau. Sur place, il a été réanimé avant d'être transporté à la

clinique", a raconté Soufiane Souaré à nos confrères de Guineenews. Une fois découvert, le joueur a été vite conduit dans une clinique internationale. "Tout s'est bien passé. Mais il reste en observation pour une dizaine de jours à Lomé", a expliqué un responsable d'Horoya.

"Le médecin nous a dit que quelque chose s'est déplacé au niveau du cou du joueur et qu'il fallait l'opérer en toute urgence dans les six heures qui suivent pour espérer qu'il retrouve toute la mobilité de son corps. D'après le docteur, Bassirou a eu vraiment de la chance sinon d'après lui, ce genre d'accident entraîne directement la mort", a ajouté le dirigeant.



## DESERTIFICATION-FAUNE

**Production du charbon de bois, source d'une désertification avancée et de destruction du parc de la Kéran**

**Le Parc National de la Kéran, se meurt à cause d'une désertification avancée due à l'intensité de la production du charbon de bois. Il suffit de voyager à travers le Togo pour constater le dégât. Des montagnes de charbon de bois et des centaines de sacs contenant ce charbon jonchent les bords de la route nationale au niveau de la réserve de la Kéran. Du « Carrefour Gando », jusqu'à la réserve, c'est rien que de gigantesques élévations de charbon de bois qu'on aperçoit. Cette activité de destruction intensive de l'environnement n'est pas efficacement prise en compte dans les politiques de protection du patrimoine forestier. Pourtant, il suffit de continuer la route pour voir des singes et autres animaux qui offrent un splendide spectacle d'une parfaite symbiose entre eux et la nature.**

Les monts Togo du sud-est de la Kéran comme pour marquer et renforcer le décor constituent un atout pour la survie des espèces protégées, mais l'effet destructeur de l'homme fait que les animaux apparaissent rarement. La production des combustibles solides entraîne, selon un responsable de la Direction de l'Environnement, une perte annuelle de plus de 25 000 hectares de forêt au Togo.

« Nos forêts naturelles et réserves ont subi un niveau de dégradation

dans les zones rurales et péri urbaines, au détriment des petites réserves forestières.

Selon Sambiani, un producteur de charbon de bois non loin de la réserve de la Kéran, il ne coupe pas les arbres de la réserve de la Kéran, mais aux alentours de la réserve. « Je suis producteur de charbon de bois depuis que je suis jeune. Je nourris ma famille avec ce que je gagne de cette activité. Nous ne rentrons pas dans la réserve pour couper les arbres et produire le charbon. Je ne vis que

Les questions environnementales constituent une préoccupation pour toute la planète. En effet, la couverture forestière, selon le professeur Kokou Koami, chargé des questions forestières à l'Université de Lomé, était en juin 2011 de 7%, alors qu'elle devrait être de 30% selon les normes internationales citées par l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT). Le taux de déforestation est lui de 5,5% en cette même année. Il a ajouté que le faible taux de reboisement au



tellement élevé à cause de la production du charbon de bois. Il y a seulement 30 ans, la réserve de la Kéran était une attraction. Mais aujourd'hui, la production du charbon de bois a amené les gens à couper anarchiquement les arbres.», a-t-il déploré.

Il a aussi ajouté qu'à leur niveau, des mesures certes se prennent sur papier, mais que dans les régions, les conservateurs manquent d'outils adéquats. « La sensibilisation n'a plus son effet, surtout que des alternatives efficaces ne sont proposées aux riverains et aux producteurs de charbon de bois. Pour mettre fin à cette production anarchique, il faut trouver une autre activité aux producteurs de charbon de bois, car cette activité est leur métier », a-t-il expliqué, avant de préciser que la coupe du bois et la production du charbon de bois restent une activité très florissante

de ça», a-t-il déclaré avant de reconnaître que certains producteurs coupent nuitamment des arbres dans la réserve.

Les autorités politico-administratives semblent prendre à bras le corps ce phénomène. Ce sont les militaires, les douaniers et des agents de l'environnement qui ouvrent les barrages à ces dizaines de camions qui font des navettes à longueur de journées pour desservir les consommateurs de charbon de bois. « Nous protégeons cette réserve, mais nous n'avons pas des outils adéquats. On manque aussi de personnel. Le parc fait plus de 120 000 hectares, on est combien ? Pendant qu'on patrouille au nord du parc, certains profitent pour couper du bois au sud de la réserve. Des fois on nous traite d'être de complices, mais ce n'est pas vrai », a expliqué le producteur du charbon de bois.

Togo, alors que les besoins sont importants en raison de l'utilisation massive du charbon de bois par près de 80% de la population, constituent une menace pour la réserve de la Kéran.

« En bois d'énergie, les Togolais consomment 420.000 tonnes par an en moyenne. Ce qui correspond à 2.800.000 tonnes de bois détruits. Pourquoi autant ? Parce que les techniques de fabrication du charbon de bois sont dépassées. Pour 1kg de bois, on obtient 11% de charbon. Rendez-vous compte de la déperdition », a-t-il indiqué et de souligner qu'une vraie prise de conscience est nécessaire, non seulement de la part du gouvernement, mais aussi et surtout des togolais.

EAGLE-TOGO

K  
P  
A  
K  
P  
A  
T  
O

**QUI T'A DEMANDÉ ?**

Mon ami, c'est comment ? Et chez vous ? Moi je ne comprends plus rignin à rignin hein ! C'est comme ça vous faites en faisant. On a dit que les gens n'ont qu'à aller s'asseoir pour parlement et puis ils refusent parce qu'ils croient que les gens sont toujours derrière eux. Ils disent que c'est marches seulement ils vont faire. Maintenant on a fait sortir les Sodja là, ils n'arrivent plus même à marcher. Dans ce pays là les gens blaguent quoi. Nous on est là et puis les yovo sont venus et ils mangent seulement notre argent fata comme ça et puis on nous laisse affamé. Bande con va ! Mainant on dit que un Yovo qui a beaucoup l'argent là, il est venu dans chez les pays des Blaky et il a donné l'argent pour que les prégo de ces gens soient élus. Où est le problème dedans ? Chacun son business non ? Quelqu'un a dit que « no pity in business. C'est pour ça que nous on se tait. Si quelqu'un a trompé les gens pour avoir son argent. Où est son mal dedans ? Vraiment les gens n'aiment pas les gens mais ils aiment l'argent des gens. Certains sont là même c'est pour mettre leur bouche dans les affaires des autres comme ça. Ça c'est l'envie même ça. Mon ami laisse les là bas et rit un peu avec moi. Le mari appelle sa femme à partir du bureau: - Aujourd'hui chérie, pas besoin de préparer, j'amène la nourriture de la second wife. Le mari arrive chez lui avec son colis de la second Wife et sonne à la porte. A l'heure où je vous parle là hmmm, c'est la dernière chose dont il se rappelle. Il est toujours allongé sur un lit d'hôpital. Par contre second wife, c'est le nom du restaurant où il a acheté la nourriture. Voilà là où nous mène les malentendus Leçon: Toujours être clair et précis dans la communication pour éviter les incompréhensions.

**Togomètre****En forme****Gbohloesu et Sara**

C'est désormais les deux promus de la première division. Ils sont sortis premiers de leurs zone et évoluer la saison prochaine en D1. Ils ont grandi. On peut dire qu'ils quittent le cours primaire pour aller au collège où on porte les pantalons kaki. Ils sont dans la cours des grands. En effet, La dernière journée du championnat national de la deuxième division de football au Togo s'est jouée ce dimanche 06 Mai et a vu la montée en première division de ces clubs Gbohloesu des Lacs et Sara Sport de Bafilo. Gbohloesu et Sara Sport ont en effet assuré l'essentiel face à leurs adversaires du jour. Au stade municipal de Lomé, les requins mâles d'Aného ont réalisé le nul un but partout (1-1) face à l'Entente II de Lomé. Score identique dans la zone nord entre Sara Sport et Agouwa de Koussountou. C'est la grande joie dans le camp des heureux du jour qui font ainsi un retour historique en première division. Il faut rappeler en guise d'exemple que c'est depuis 1996 que Gbohloesu a quitté la D1 togolaise. La D1 n'est pas encore à son terme. Il doit rester quelques six journées. Les relégables sont presque connus. Kotoko de l'Avié a déjà les deux pieds dehors. Il reste maintenant à Gbohloesu d'Aného et Sara Sport de Bafilo pour se préparer et entamer dans de bonnes conditions les enjeux de la première division. Bon vent à eux pour cette nouvelle aventure.

**En panne****Lawson Laté Mawulé**

Cité dans une affaire de tentative de corruption d'officiels de match de la CAF, Monsieur LAWSON Laté Mawulé a été suspendu par la Fédération Togolaise de Football (FTF) à titre conservatoire et provisoire. Monsieur LAWSON Laté Mawulé, commissaire de match lors de la confrontation Deportivo Niefang (Equatorial Guinea) vs Williamsville Athletic Club (Cote D'Ivoire), comptant pour la coupe CAF 2018, disputé le 18 avril 2018 à Bata, aurait tenté de corrompre les officiels de la rencontre. La CAF mis au courant de l'affaire a ouvert une procédure disciplinaire ouverte contre Monsieur Lawson Late Mawule. La réaction de la FTF ne s'est pas faite attendre Le Comité d'Urgence qui a écouté Monsieur Lawson Late Mawule, estime que les faits qui lui sont reprochés en sa qualité de Commissaire désigné par la CAF sur ledit match constituent une infraction grave au regard des règlements de la FIFA, de la CAF et de la FTF et nécessitent la prise de mesure conservatoire dans l'intérêt du football togolais. » indique le communiqué annonçant sa suspension. La durée de la suspension reste subordonnée à la décision finale de la CAF. La suspension durera tant qu'elle n'aura pas été levée expressément, étant entendu qu'une décision du Jury Disciplinaire de la CAF devra être prise dans les plus brefs délais. précise le communiqué. Monsieur Lawson Laté Mawulé sera situé sur le sort que lui réserve la CAF dans les prochaines semaines



## INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT JUSQU'À 100 Mbps DÉJÀ DISPONIBLE AU TOGO

**LA FIBRE OPTIQUE CHEZ VOUS** DISPONIBLE DANS  
LES ZONES SUIVANTES

- ☑ **AGOÈ,**
  - ☑ **BAGUIDA,**
  - ☑ **BOULEVARD CIRCULAIRE,**
  - ☑ **FOREVER,**
  - ☑ **ZONE PORTUAIRE,**
  - ☑ **ABLOGAME,**
  - ☑ **KODJOVIAKOPÉ,**
  - ☑ **NYÉKONAKPOÈ,**
  - ☑ **RÉSIDENCE DU BÉNIN,**
- & DANS LES AUTRES CITÉS**

LES EXTENSIONS SE POURSUIVENT DANS LES AUTRES QUARTIERS DE LOMÉ.

**RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT VOTRE OFFRE FIBRE DANS  
TOUTES LES AGENCES DU GROUPE TOGO TELECOM  
& BÉNÉFICIEZ DES AVANTAGES EXCEPTIONNELS !!!**